

La confrontation du syndicalisme révolutionnaire avec le bolchevisme ¹

(Titre anglais : “The Syndicalist Encounter with Bolshevism” ²)

Reiner Tosstorff

¹Traduit de l'allemand par René Berthier.

J'avais initialement traduit la version anglaise du texte, n'ayant pas sous la main l'original allemand. Lorsque j'eus le texte allemand, j'ai préféré vérifier certains points et j'ai finalement repris l'ensemble de la traduction à partir de la version allemande. Par ailleurs j'ai remarqué que la traduction anglaise contient des passages qui ne figurent pas dans l'original allemand, et des passages qui figurent dans l'original allemand mais pas dans la version anglaise. J'ai indiqué ces divergences par une « Note du traducteur » (NDT). Il ne s'agit en aucun cas d'une remise en cause du travail du traducteur anglais ; je pense que lorsque c'est possible, il est préférable de se référer au texte original plutôt que de faire une traduction au second degré (traduction de traduction), car cela évite les inévitables édulcorations que cette pratique entraîne. R.B.

² Le texte qui suit résume les résultats de mon étude : Die folgenden Ausführungen fassen Teilergebnissen meiner Studie: *Profintern: Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920 – 1937*, Paderborn 2004, zusammen. (Copyright Lawrence & Wishart 2009. Provided by ProQuest Information and Learning Company. All rights Reserved)

Il a des références détaillées aux sources dans les archives ou dans les recherches. Une mention spéciale doit être donnée à l'étude de Wayne Thorpe : *"The Workers Themselves". Revolutionary Syndicalism and International Labour, 1913-1923*, Dordrecht u. a. 1989, et à l'anthologie de Marcel van der Linden-Wayne Thorpe (eds.), *Revolutionary Syndicalism. An International Perspective*, Aldershot 1990.

Monde-nouveau.net présente ici un texte très intéressant d'un historien allemand, Reiner Tosstorff, sur la confrontation entre le syndicalisme révolutionnaire et le bolchevisme dans la période qui a immédiatement suivi la révolution russe, lors de la constitution de l'Internationale syndicale rouge, peu après la fondation de l'Internationale communiste, dont le centenaire surviendra en 1919. Reiner Tosstorff³ enseigne l'histoire à l'Université Johannes Gutenberg de Mayence. Il est l'auteur d'une histoire du Profintern en allemand (Paderborn 2004). D'autres publications récentes couvrent l'histoire du POUM dans la guerre civile espagnole et des aspects de l'Organisation internationale du Travail dans la période de l'entre-deux guerres. Il travaille actuellement sur une biographie de Robert Dissmann, un leader des ouvriers de la métallurgie allemande dans les premières années de la République de Weimar. Sa thèse sur l'Internationale syndicale rouge a récemment été traduite en anglais : *The Red International of Labour Unions (RILU) 1920 – 1937*, malheureusement au prix prohibitif de 243 euros – en attendant que paraisse une édition de poche.

Résumé

La révolution russe de 1917 représenta une grande opportunité pour la gauche internationale, mais elle exacerba également les tensions entre ceux qui préconisaient la révolution par le bas grâce à l'action industrielle, et ceux qui soutenaient la conception léniniste du parti d'avant-garde. Cet article utilise des documents d'archives soviétiques jusqu'à présent secrets et se concentre sur les dialogues et les tensions entre les organes de l'État bolchevique naissant et les organisations syndicalistes révolutionnaires étrangères post-1917, et sur l'apparition ultérieure d'un courant anarcho-syndicaliste distinctif.

Mots-clés : syndicalisme, associations industrielles, bolchevisme, Komintern, Profintern, question syndicale, anarchisme idéologique.

3 [<http://www.osteuropa.geschichte.uni-mainz.de/177.php>]

* * * * *

Cet article porte sur la relation conflictuelle des organisations syndicalistes révolutionnaires non-russes avec le bolchevisme et l'Internationale communiste après la Révolution d'Octobre ⁴. Le terme « syndicalism » [*anglais*] est défini comme couvrant toutes les tendances qui se perçoivent comme accordant la priorité à l'organisation syndicale révolutionnaire sur le parti, quand ce n'est pas la substitution complète du syndicat au parti. Cette relation plutôt hostile envers la forme organisationnelle du parti représentait la principale différence avec le jeune mouvement communiste. Cela ne signifie pas que, en dehors de cette caractéristique principale, il n'y eut pas de fortes divergences d'opinion chez les syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes.

On pourrait déduire cela du langage politique de l'époque, qui différenciait les industrialistes, les syndicalistes et les « véritables » syndicalistes révolutionnaires. De cette façon, on pourrait distinguer les organisations qui se situent dans la tradition des « syndicats de métier » de la CGT française (Confédération Générale du Travail), les syndicats industriels comme les IWW nord-américains (Industrial Workers of the World) – qui étaient mieux connus sous le nom de « Wobblies » – ou les délégués d'atelier britanniques, ou encore les « organisations unitaires » (ou « Unions ») ⁵ selon l'exemple des syndicats industriels allemands, sans parler des exemples plus « exotiques » comme les partisans du socialiste américain désormais oublié Daniel DeLeon, qui mettait les associations industrielles à pied d'égalité avec les partis.

4. Sur le sort des anarchistes russes, voir Paul Avrich, *The Russian Anarchists*, Princeton, N.J., 1967, et la documentation fondée sur les sources provenant des archives russes, V. V. Krivenki'i (ed.), *Anarkhisty. Dokumenty i materialy 1883-1935gg.*, 2 vols., Moscow 1998/1999.

5. Cela fait référence à un modèle organisationnel aspirant à jouer le rôle de parti et de syndicat. [Note de la traduction anglaise.]

Ces différences organisationnelles peuvent avoir influé sur les relations que certains groupes ont forgées avec bolchevisme. Pourtant, elles n'étaient qu'un facteur secondaire dans la querelle générale autour de la question principale : savoir qui du syndicat ou du parti avait la priorité dans la lutte des classes. Cet article ne traitera pas, cependant, de la question complexe de la relation des anarchistes – qui sont souvent assimilés à tort aux syndicalistes révolutionnaires – avec la Révolution d'Octobre, puisqu'ils ne faisaient pas partie de ces organisations syndicales ⁶. [Historiquement, l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire ne sont en aucun cas identiques, même s'il y a de forts recoupements⁷.] Il y eut aussi des courants anarchistes non négligeables qui rejetaient fortement le travail dans les syndicats puisque, par leur nature, ils étaient naturellement enclins au réformisme. Avant la Première Guerre mondiale, le terme en usage était simplement « syndicalisme » ⁸, surtout dans les langues latines, ce qui ne signifiait rien d'autre que mouvement des trade unions ; peut-être pour plus de clarté, l'adjectif « révolutionnaire » a-t-il ensuite été ajouté. L'« anarcho-syndicalisme » est ensuite la forme spécifique ultérieure de l'anarchisme et du syndicalisme comme produit par le débat sur la révolution bolchevique.

En résumé, cet article traite des associations syndicales révolutionnaires qui étaient autonomes et représentaient une « stratégie industrielle » allant des luttes salariales à la grève générale. Elles étaient unies dans la critique véhémement du parlementarisme et de la bureaucratisation des syndicats « traditionnels » – en d'autres termes, dans ce que l'on appellerait aujourd'hui le rejet de la représentation indirecte ⁹. Ce **portrait** des

6. Pour deux cas d'études, voir : Santi Fedele, *Una breve illusione. Gli anarchici italiani e la Russia sovietica 1917-1939*, Mailand 1996 ; Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. Vol. 2, De 1914 à nos jours*, Paris 1975, pp. 41-55.

7 Cette phrase ne figure pas dans la traduction anglaise du texte de Reiner Tosstorff.

8. Du français pour « trade union ».

9. Littéralement : *Stellvertreterpolitik*.

syndicats révolutionnaires a son expression principale en Europe méridionale. Là, le syndicalisme révolutionnaire a dominé le mouvement syndical dans de nombreux domaines et a été, par conséquent, plus influent que le « marxisme ». Cela ne signifie pas que le syndicalisme révolutionnaire n'ait pas été représenté dans de nombreux autres pays, mais qu'il avait tendance à y être un courant minoritaire.

Avant la Première Guerre mondiale, les bolcheviks se conformaient au modèle du « marxisme orthodoxe » des social-démocrates allemands dans leur rejet **virulent** du syndicalisme. Bien que le syndicalisme n'ait pas joué un grand rôle dans le mouvement ouvrier russe, les bolcheviks avaient « appris » – en suivant les débats dans le mouvement ouvrier international – qu'il représentait un « écart négatif ». Lénine a utilisé cela dans les débats internationaux de la fraction bolchevique. Car, en dehors de quelques anarchistes, ce furent les bolcheviks « ultra-gauche » autour de Bogdanov et de Lounatcharski qui ont essayé de faire connaître les idées du syndicalisme de l'Europe occidentale aux travailleurs russes et qui, aux yeux de Lénine, semblaient particulièrement déviationnistes¹⁰. Cette attitude négative a changé avec la Première Guerre mondiale. Quand la social-démocratie s'est divisée en partisans et adversaires de la guerre, le syndicalisme (et l'anarchisme) ont également connu une évolution similaire, même si ces forces qui soutenaient la guerre représentaient une minorité. Il en résulte que le bolchevisme entra en contact avec des groupes de syndicalistes révolutionnaires de la gauche anti-guerre (Zimmerwald et Kienthal). L'exemple remarquable de cette gauche syndicaliste anti-guerre est représenté en France par le groupement autour de la revue *La Vie Ouvrière* dans la CGT. Son cercle éditorial (dont Pierre Monatte et Alfred Rosmer¹¹ sont particulièrement dignes de mention)

10. Robert C. Williams, *The Other Bolsheviks. Lenin and his Critics, 1904-1914*, Bloomington 1986.

11 Sur cette question des syndicalistes révolutionnaires qui devinrent tôt impliqués dans la révolution bolchevique, voir le numéro spécial « 'From Syndicalism to Trotskyism. Writings of Alfred and Marguerite Rosmer' of Revolutionary History (vol. 7, no. 4. 2000).

a travaillé en étroite collaboration avec les révolutionnaires russes en exil en France (autour de la revue *Naše Slovo*). Significativement, deux d'entre eux, Léon Trotski et, surtout, Solomon Dridzo (qui fut plus tard connu sous le pseudonyme qu'il a utilisé dans le mouvement russe, Alexander Lozovski) ont joué un rôle important dans les futures discussions entre syndicalistes et communistes. Ce dernier put même évoquer sa propre période d'activité dans la CGT avant la Première Guerre mondiale ¹².

En outre, après la Révolution d'Octobre, les appels des bolcheviks en faveur de la fondation de l'Internationale communiste étaient également dirigés vers des groupements du courant syndicaliste révolutionnaire, et appelaient à leur participation ¹³. Leur appel est tombé sur un sol fertile. Dans les années 1918 et 1919, la grande majorité a répondu positivement aux nouvelles en provenance de Russie. De nombreux exemples peuvent être trouvés à travers le monde. Au début de 1918, le leader Wobbly ¹⁴ Harrison George écrivit de sa cellule de prison – où il fut interné pour son opposition à la guerre – une brochure sur la Révolution russe, *The Red Dawn : the Bolsheviki and the I.W.W.* (L'aube rouge, les bolcheviks et les IWW) qui connut une large diffusion. La fédération syndicale argentine FORA (Federación Obrera Regional Argentina) a modifié son nom en incluant l'adjectif « communiste » afin de montrer sa solidarité avec les bolcheviks, de manière à être connue comme FORA-C. A la fin de 1918, la CNT espagnole (Confederación Nacional del Trabajo) écrivit :

« Bolchevisme est le nom, mais l'idée est celle de toutes les révolutions : la liberté économique [...] Le Bolchevisme représente la fin de la superstition, du dogme, de la tyrannie et du crime [...] Le Bolchevisme est la nouvelle vie pour laquelle nous

12. Reiner Tosstorff, « Alexander Lozovsky : Sketch of a Bolshevik Career », in *Socialist History* (34), (2009), pp. 1-19.

13. Miloš Hájek/Hana Mejdrová, *Die Entstehung der III. Internationale*, Bremen 1998, p. 68.

14 Surnom des membres des IWW (Industrial Workers of the World) aux Etats-Unis.

luttons, il est la liberté, l'harmonie, la justice, il est la vie que nous voulons et que nous allons mettre en application dans le monde ¹⁵. »

Qu'est-ce qui explique cette réelle adhésion envers la révolution bolchevique ? C'est d'autant plus surprenant que, d'une manière ou d'une autre, de nombreux syndicalistes révolutionnaires venaient de l'anarchisme ou étaient influencés par lui ; pour eux, toutes les variétés de politique marxiste étaient suspectes. On peut expliquer cela à l'aide d'une déclaration de l'ancien Wobbly devenu communiste, James P. Cannon, parlant des décennies plus tard à l'historien Theodor Draper d'une discussion qu'il eut en 1919 avec le co-fondateur de l'IWW, Vincent St. John : « Je pense qu'à ce moment-là il était aussi sympathisant que je l'étais. La révolution était une action – et c'est en cela qu'il croyait » ¹⁶. Les bolcheviks avaient détruit l'État capitaliste et ainsi montré que la révolution était possible ; en revanche, la social-démocratie ne faisait que parler de socialisme. Cette révolution avait eu lieu contre le parlementarisme bourgeois et sous l'influence des soviets, les conseils ouvriers. Elle était, par conséquent, une révolution qui n'avait rien à voir avec les « politiciens ». Il suffisait d'un pas pour identifier les soviets avec les syndicats, les syndicats ouvriers. Cet argument se trouve dans de nombreuses déclarations de syndicalistes révolutionnaires de l'époque.

Dans cette première période il n'y eut aucune possibilité pour les syndicalistes de se familiariser systématiquement avec la réalité du pouvoir bolchevique. Bien que l'invitation eût été diffusée, aucun syndicaliste révolutionnaire ne parvint au congrès fondateur du Komintern en mars 1919. Visiter la Russie ne fut pratiquement possible que lorsque le blocus du pays fut devenu inefficace au printemps de 1920 avec la victoire des bolcheviks dans la guerre

15. Cité dans Antonio Bar, *La CNT en los anos rojos (Del sindicalismo revolucionario al anarcosindicalismo, 1910-1926)*, Madrid, 1981, p. 451.

16 James P. Cannon, *The First Ten Years of American Communism*, New York 1962, S. 305.

civile. Avant cela, cependant, une question s'était posée, anticipant de futures confrontations : « la question syndicale ». Là où des partis communistes avaient été formés, ils l'avaient été à partir des partis social-démocrates. Leurs membres appartenaient aux syndicats dirigés par les socialistes. Pourtant, là où des organisations syndicalistes révolutionnaires existaient également, il y avait maintenant conflit pour savoir si les communistes devaient les rejoindre, puisqu'elles étaient clairement révolutionnaires, ou s'ils devaient sortir des organisations syndicales réformistes. La question était particulièrement aiguë en Allemagne par exemple, à cause du rôle joué par le représentant des bolcheviks, Karl Radek. Encouragés par l'autorité du parti russe, il tenta de mettre en œuvre la création de cellules à l'intérieur des syndicats dirigés par les social-démocrates. Le KPD (Kommunistische Partei Deutschlands) naissant, qui tentait encore de gagner une base de masse, provoqua une scission qui le conduisit à une confrontation avec sa tendance syndicale. Ce n'est pas par hasard si les syndicalistes de la Freie Arbeiter-Union Deutschlands (FAUD), l'organisation syndicaliste révolutionnaire, furent parmi les premiers à passer d'une position de sympathie à la confrontation.

Un autre exemple est la Suède. Contrairement à d'autres pays où la formation de partis communistes a eu lieu beaucoup plus lentement et – peut-être n'était-ce pas un hasard –, où les syndicalistes révolutionnaires étaient beaucoup plus forts, la querelle sur la question syndicale n'eut pas lieu au début. En même temps, une autre question émergea : celle du « rôle dirigeant » du parti. Il s'agissait de savoir si un parti politique avait le droit d'intervenir dans les affaires syndicales, voire d'imposer sa ligne politique aux syndicats à travers l'activité fractionnelle de ses membres. En tout cas, à partir des points esquissés ci-dessus, toute une série d'organisations syndicalistes révolutionnaires – telles que l'Unione Sindacale Italiana (USI), la CNT, les délégués d'ateliers britanniques et la minorité révolutionnaire dans la CGT – exprimèrent officiellement l'intérêt qu'elles portaient envers le Komintern et envoyèrent des délégués à son deuxième congrès à l'été 1920. D'autres envoyèrent au moins des observateurs, qui – en même

temps – se trouvèrent investis de la tâche de mener une sorte mission d'enquête sur la situation en Russie. Certains militants syndicalistes révolutionnaires arrivèrent toutefois de leur propre initiative, comme le Japonais Taro Yoshiharo des Wobblies, ou les Français Bertho-Lepetit et Marcel Vergeat de la minorité de la CGT (qui avait par ailleurs envoyé un délégué officiel, Alfred Rosmer).

Ainsi, la situation à l'été 1920 donna aux syndicalistes révolutionnaires, pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'occasion d'un rassemblement relativement représentatif à Moscou, qu'il n'avait pas été possible de réaliser l'année précédente en Europe de l'Ouest, malgré de nombreux efforts. La précédente (et la première) rencontre avait eu lieu à Londres en 1913 (si on excepte rencontre de 1915 dans la ville espagnole d'El Ferrol, qui n'était pas, en tout état de cause, représentative). Son résultat fut marqué par le refus de la CGT, qui était alors largement révolutionnaire, de se retirer de la Fédération internationale des syndicats, dominée par la social-démocratie, et par son refus d'adhérer à une internationale syndicaliste révolutionnaire à construire. Cela ne s'est pas matérialisé.

L'envoi de délégués par deux organisations syndicalistes révolutionnaires au congrès de refondation de la Fédération internationale des syndicats (FSI), qui eut lieu à Amsterdam en juillet et août 1919, eut encore moins de succès¹⁷. Comme concession à la tendance oppositionnelle au cours de la guerre, il était question que l'adhésion soit large, incluant les syndicalistes révolutionnaires. Il a même été question d'inclure des syndicats russes. Mais les Russes, qui étaient en pleine guerre civile et subissaient un blocus, ne vinrent pas. Au contraire, ils dénoncèrent le congrès comme un rassemblement de « traîtres de classe et de jaunes » qui voulaient lier les syndicats au système de Versailles et, par conséquent, au

17. Comme son quartier général y fut transféré de Berlin, elle devint connue sous le nom d'« Internationale d'Amsterdam ». Voir : Geert van Goethem, *The Amsterdam International. The World of the International Federation of Trade Unions (IFTU), 1913-1945*, Aldershot 2006 ; Reiner Tosstorff, *Kurze Geschichte des Internationalen Gewerkschaftshundes. 85 Jahre Amsterdamer Internationale*, Hamburg 2004.

capitalisme ; leur alternative était la fondation d'une Internationale syndicale révolutionnaire. Les deux organisations syndicalistes révolutionnaires – d'Allemagne et de Hollande – qui participaient en vinrent à la même conclusion au sujet de l'inutilité de la FSI dans une perspective révolutionnaire¹⁸. C'est dans ce contexte que des représentants syndicalistes révolutionnaires se réunirent à Moscou à l'été de 1920. C'est au deuxième congrès du Komintern (23 juillet-7 août), que les syndicalistes révolutionnaires découvrirent que leurs théories et leurs stratégies étaient incompatibles avec la vision bolchevique du parti révolutionnaire, bien que les dirigeants bolcheviks, comme Trotski, eurent insisté sur le fait qu'elle n'était pas très différente du concept syndicaliste révolutionnaire de « minorité agissante ». En effet, alors que les bolcheviks soulignaient la nécessité d'une action politique en tant que levier pour renverser la société capitaliste, les syndicalistes révolutionnaires insistaient sur les moyens économiques et industriels.

En même temps, deux autres délégations, qui représentaient l'aile gauche de la FSI, séjournèrent également à Moscou : la Fédération des syndicats italiens et le TUC britannique (Trade Union Congress). En juin, ils avaient entamé des discussions avec la direction du Komintern et des représentants des syndicats russes. Il fut décidé de créer une alternative à l'Internationale d'Amsterdam, mais la question fut laissée ouverte de savoir si elle serait politique – sur la base des orientations de la direction de la FSI et de sa ligne majoritaire – ou si elle serait directement organisée en tant qu'Internationale syndicale distincte. Les discussions avec les syndicalistes révolutionnaires commencèrent alors, afin de les impliquer et de concrétiser le défi lancé à la FSI. Un certain nombre de différences théoriques et stratégiques furent immédiatement énoncées. Selon le principal négociateur soviétique et futur dirigeant de l'Internationale syndicale rouge, Alexandre Lozovski, il s'agissait

18. Seule une petite organisation syndicaliste révolutionnaire d'Argentine, appelée également FORA (mais sans l'addition de « communiste ») adhéra à la FSI jusqu'en 1922. Elle était isolée dans le mouvement international.

de la dictature du prolétariat ¹⁹, de la relation entre l'économie et la politique ; de la nécessité du parti révolutionnaire ; du lien avec le Komintern ; de la question de l'État (conseils ouvriers) ; et, enfin, le problème de la scission ou du travail fractionnel (« perméation » ²⁰) dans les syndicats réformistes ²¹.

Quand le 15 juillet, après des discussions longues et difficiles, un accord fut signé appelant à la fondation du Conseil syndical international provisoire, il ne portait que les signatures des Russes, des Yougoslaves, des Italiens, des Géorgiens, des Bulgares, des Français et des Espagnols. Alors que les cinq premières organisations étaient dirigées par des communistes (ou, à l'époque, proches du communisme, comme les Italiens), il n'y avait que deux signataires syndicalistes révolutionnaires : Rosmer qui signa pour la minorité de la CGT – qui était elle-même divisée en plusieurs tendances, dont il représentait la plus procommuniste – regroupée autour du journal *La Vie Ouvrière*. Et, bien que la CNT eût effectivement été très critique vis-à-vis de cette initiative, Angel Pestaña signa, dans la mesure où il se sentait lié par la décision, prise l'année précédente au congrès de la CNT, d'adhérer. Tous les autres syndicalistes révolutionnaires refusèrent de signer. En termes quelque peu ambigus, cette déclaration fondatrice exprimait la nécessité d'éliminer les opportunistes du mouvement syndical, de former des cellules révolutionnaires dans les syndicats existants et, enfin, de fonder un Conseil qui, dans la plus étroite coopération avec le Komintern, poursuivrait le processus révolutionnant le mouvement syndical.

19 *NDT*. La référence à la dictature du prolétariat ne figure pas dans la version anglaise du texte.

20. J'utilise ici le terme historique « perméation » au lieu de « entrisme », terme plus familier, mais inventé et utilisé beaucoup plus tard que ces événements. Mais c'est le terme habituellement utilisé dans les sources secondaires du syndicalisme britannique.

21. A. Losowski (=Lozovsky), *Der Internationale Rat der Fach- und Industrieverbände (Moskau gegen Amsterdam)*, Berlin 1920, p. 46. Dans cette brochure, Lozowski donne son interprétation des origines du Conseil syndical international.

Après une longue discussion, il fut finalement possible de parvenir à un accord avec toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires : des délégués d'atelier à l'USI – dont le leader, Armando Borghi, n'arriva que très tard – jusqu'à Augustin Souchy de la FAUD. Maintenant, la coopération n'était plus fondée sur un accord sur l'ensemble de la déclaration fondatrice, mais seulement sur l'approbation du principe de la lutte de classe révolutionnaire. Cependant, ce soutien resta assez incertain et imprécis, et devait également être la source de divergences d'opinion futures et de confrontations, en particulier entre les Russes et Souchy. Ce dernier fut accusé par eux de tromperie, en ce sens qu'il n'avait pas compris que son point de vue dans la discussion à Moscou était une obligation formelle de soutenir effectivement un tel Conseil syndical, une fois de retour en Allemagne. Il y eut aussi un différend à la fin du mois d'août lorsque tous les syndicalistes révolutionnaires, en dehors de Rosmer, refusèrent de signer une résolution qui affirmait la nécessité d'organiser une représentation syndicale en coopération avec les partis communistes. En fin de compte, les bolcheviks purent ainsi utiliser le Conseil syndical international comme force organisatrice d'une nouvelle internationale syndicale révolutionnaire. Après de nombreux reports, le congrès fondateur devait se tenir au début de juillet 1921 à Moscou. La plupart des organisations syndicalistes révolutionnaires s'abstinrent de participer aux préparatifs du congrès. Au lieu de cela, elles se rencontrèrent à Berlin dans la seconde moitié de décembre 1920. Étaient présents les représentants des IWW, des délégués d'atelier, les Hollandais et les syndicalistes révolutionnaires suédois, la minorité de la CGT et la FORA-Comunista, ainsi que des observateurs russes (des syndicats dirigés par les bolcheviks).

Cette conférence, qui est parfois appelée pré-conférence en vue d'une conférence proprement dite qui devait être organisée – a été marquée par de grandes divergences d'opinion ; pas seulement entre les représentants syndicaux russes et tous les autres, mais aussi parmi les syndicalistes révolutionnaires. Certains, surtout les délégués suédois et allemands, montraient clairement leur méfiance envers les bolcheviks, même s'ils ne s'étaient pas encore proclamés en rupture

ouverte avec eux, et appelaient à la création d'une organisation internationale qui leur serait propre, indépendante des bolcheviks. D'autres, cependant, recherchaient une sorte de coopération avec les bolcheviks. Finalement, des formulations de compromis furent trouvées : soutien à la coopération avec les partis communistes quand il y avait des exigences communes ; le slogan « domination de la classe ouvrière » au lieu de « dictature du prolétariat », etc. Tous les syndicalistes révolutionnaires furent invités à se rendre à Moscou. Un bureau international fut mis en place, qui laissa peu de traces et qui apparemment ne contacta jamais le Conseil des syndicats à Moscou, comme cela avait été effectivement convenu. Par conséquent, la discussion sur le Conseil des syndicats et sur la coopération avec les partis communistes se déplaça vers les organisations nationales. Mais il y eut autre chose. À l'été 1920, les délégués syndicalistes révolutionnaires étaient allés à Moscou non seulement pour participer au congrès du Komintern, mais aussi pour recueillir des informations sur la situation réelle en Russie. Après leur retour, ils publièrent des rapports ; ironiquement, les plus critiques d'entre eux, écrits par Borghi et Pestaña, ne furent connus qu'un an plus tard, car lorsqu'ils arrivèrent dans leur pays d'origine, ils furent immédiatement arrêtés. Contrairement à ce qu'on pensa initialement, ces rapports ne donnaient pas tous de la Russie soviétique une image favorable. Il ne s'agissait pas seulement de la situation économique catastrophique ; pire encore, il y avait une critique de la situation politique, de la dictature, de la répression contre les révolutionnaires qui n'étaient pas bolcheviks, du rôle du parti, etc. Cela conduisit à des appréciations négatives.

Cela renforçait l'influence de ce qu'on appelait les « anarchistes idéologiques », ces syndicalistes révolutionnaires qui étaient, d'une manière ou d'une autre, liés aux groupes affinitaires anarchistes et qui voyaient maintenant confirmés leurs soupçons antérieurs concernant le « marxisme ». Lorsque existaient des conditions relativement libres pour le débat politique, la critique anarchiste avait un impact – comme lors de la campagne des anarchistes français contre les pro-communistes auprès de la minorité de la CGT, ou dans les discussions dans la FAUD. Alors que des facteurs aléatoires

jouèrent un rôle, surtout dans le choix des délégués, tous, à l'exception de la FAUD, décidèrent de participer au congrès fondateur de la future Internationale syndicale rouge. Cependant, les organisations participantes, sur tous les différents points, décidèrent de mandater leurs délégués pour défendre une Internationale « économique » organisationnellement indépendante, qui ne serait pas subordonnée formellement à politique du Komintern. Que la FAUD fût la seule organisation refusant d'aller à Moscou n'était certainement pas un hasard et ce n'était pas non plus le résultat de décennies d'affrontements entre marxistes et anarchistes. C'est en Allemagne que la confrontation est allée le plus loin sur la tactique syndicale révolutionnaire, c'est-à-dire sur le conflit entre le travail au sein des organisations de masse réformistes et la création de syndicats révolutionnaires séparés. La FAUD avait beaucoup souffert de la scission pro-communiste dans la Rhur et avait connu à l'époque une autre défection, celle des marins.

Dès sa création, le congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge²² (ou, par son acronyme russe, Profintern) – qui se réunit à Moscou du 3 au 19 juillet 1921²³ – fut dominé par des affrontements

22. During its early beginnings, mainly the name Red Trade Union International was used, due to the British presence. But later on, growing participation from the US 'Americanised' its name. A ses débuts, c'est surtout le nom de Internationale syndicale rouge qui fut utilisé, en raison de la présence britannique. Mais plus tard, la participation croissante des États-Unis « américanisa » son nom.

23 Le déroulement du congrès a été documenté dans un bulletin en continu (pour un total de 16 numéros) qui, ensuite, fut publié dans les actes du congrès, en même temps que du matériel supplémentaire. Selon les détails fournis par la presse de l'ISR et dans les rapports publiés par les participants, le bulletin est apparu dans les quatre langues utilisées lors du congrès – russe, allemand, anglais et français. Cependant, seuls les sept premiers numéros de l'édition allemande peuvent être trouvés, de sorte que nous devons utiliser une copie complète russe. (L'édition entière est apparue sous le titre: *Iy i mezhdunarodnyi kongress revoliutsionnykh, professional'nykh i proizvodstvennykh sojuzov Otchet Stenograficheskoy, Moscou 1921.*). De plus, les discours sur quelques-uns des points de l'ordre

entre les bolcheviks, soutenus par d'autres délégués communistes, et les syndicalistes révolutionnaires. Cela commença par la question des mandats. Qui était représentatif ? Les délégués des minorités communistes dans les syndicats de l'Internationale d'Amsterdam étaient-ils eux aussi réformistes, comme beaucoup, sinon tous les syndicalistes révolutionnaires l'affirmaient ? Et comment devait être déterminée la force de ces fractions communistes ? Les délégations des républiques soviétiques non russes furent mises en cause car elles représentaient des pays surtout agraires, ou ne représentaient rien d'autre qu'une partie de la Russie. En même temps, le mouvement syndicaliste révolutionnaire d'un certain nombre de pays était sérieusement divisé, et on vit un certain nombre d'organisations s'attribuer des effectifs très généreux. Cependant, les bolcheviks, comme Lozovski, du côté du Conseil syndical, le principal organisateur du congrès, avaient déjà suggéré en avril de leur imposer le cadre par lequel la II^e Internationale déterminait le nombre de voix : par la formation de représentations globales, qui devaient ensuite répartir leurs mandats entre les organisations concurrentes du pays. Bien que ce procédé eût sans aucun doute un aspect manipulateur, il épargna aux communistes d'être réduits à une minorité par le nombre d'organisations présentes..

Si le différend provoqua une mauvaise ambiance, le point culminant de cette querelle fut la discussion sur la relation entre le Komintern et la future Internationale syndicale rouge. Alors que deux syndicalistes éminents, Alfred Rosmer et Tom Mann proposèrent, au nom du Conseil des syndicats, un lien dit « organique » entre les deux Internationales, concrétisé par une

du jour ainsi que les résolutions furent publiés comme brochures séparées. Le matériel contenu dans les archives du premier congrès de l'ISR est très fragmentaire. Il n'y a pas de comptes rendus sténographiques de toutes les séances ; de même, il n'y a pas de comptes rendus complets des délégués et des commissions du congrès. Les descriptions du cours du congrès par plusieurs délégués, en particulier de la minorité syndicaliste révolutionnaire après leur retour, constituent un ensemble supplémentaire de sources. Elles sont un complément utile et, parfois, un moyen de corriger les versions officielles.

représentation mutuelle dans les organes de direction respectifs, presque tous les autres syndicalistes révolutionnaires se rebellèrent contre cette idée et exprimèrent leur soutien à l'indépendance organisationnelle²⁴. L'écrasante majorité de la délégation française exprima cette opposition, et devint l'expression de la minorité syndicaliste, laquelle fit une contre-proposition. Les syndicalistes révolutionnaires ne croyaient pas tous que les syndicats devaient toujours être les principaux organes de la lutte des classes. Ils admettaient que cela pouvait dépendre de l'évolution historique dans un environnement concret. Mais là où il y avait de fortes traditions syndicalistes révolutionnaires, le parti serait subordonné ou, au mieux, aurait un rang égal ; mais il n'occuperait certainement jamais le rôle dirigeant, comme les communistes le proposaient en règle générale.

La plupart des syndicalistes révolutionnaires votèrent pour la proposition française, s'opposant ainsi aux « liens organiques » avec le Komintern ; cependant certains se prononcèrent en faveur de la proposition de Rosmer : la résolution ne portait pas sur la subordination, mais reconnaissait l'existence indépendante des syndicats et n'envisageait qu'une coordination étroite. Ce soutien provint principalement de la délégation espagnole et d'une minorité de la délégation française. La résolution Rosmer fut adoptée avec 287 voix, contre 37 pour la contre-résolution. Alors que la plus grande partie de l'attention des syndicalistes révolutionnaires avait été attirée par ce point de l'ordre du jour – en fait, cette discussion dura cinq des dix-sept sessions – il y eut une brève suite sur le point « Tactiques » de l'ordre du jour. Sur cette question, une discussion de principe eut lieu sur le statut historique du syndicalisme révolutionnaire. L'Espagnol Nin voyait son émergence comme une synthèse positive de Marx et de Proudhon, et le Français Michel déclara succinctement qu'il se suffisait à lui-même. Ils furent en

24 Le discours de Rosmer est réédité dans le numéro spécial ci-dessus mentionné de *Revolutionary History* (note 7), pp. 67-80, avec une courte introduction ('The links between the Comintern and the RILU', pp. 60-66) par son auteur.

revanche sévèrement attaqués par le Bulgare Dimitrov qui condamnait fermement une « déviation » au nom de « l'orthodoxie marxiste »²⁵. En revanche, Lozovski raisonna à la manière typique des bolcheviks lorsqu'ils courtisent le syndicalisme révolutionnaire. Dans le passé, le syndicalisme révolutionnaire avait eu une signification en tant que réponse révolutionnaire à l'ancien opportunisme, auquel il avait été en son temps supérieur. Maintenant, il ne serait cependant plus en mesure de donner les bonnes réponses à la question de la stratégie révolutionnaire. Les syndicalistes révolutionnaires auraient désormais à faire bloc avec les communistes pour former des partis révolutionnaires de masse, surtout là où ils avaient leurs bastions (et où la vieille social-démocratie d'avant-guerre avait été faible et complètement réformiste). En guise de concession, Lozovski proposa de supprimer des statuts une phrase qui parlait de la « direction spirituelle »²⁶ du Komintern sur l'ISR. Des syndicalistes révolutionnaires comme Nin et d'autres déclarèrent que cela était inacceptable. Lozovski eut également à faire face à une résistance persistante de la part des délégués communistes d'Allemagne, de Bulgarie, de Pologne, etc, qui attaquaient les concessions inacceptables de Lozovski, mais ils durent finalement céder.

Cette discussion occupa seulement une petite partie du temps, mais l'ambiance s'échauffa avec le point « Organisation » de l'ordre du jour, quand il s'est agi de former des cellules dans les syndicats de masse réformistes, au lieu de fonder des syndicats révolutionnaires distincts. Cependant, il était évident que la plupart des syndicalistes révolutionnaires avaient déjà épuisé leur énergie avec les discussions précédentes. Les Français, en particulier, se mirent en retrait et

25 *NDT*. Tandis que la plupart des délégués, qui étaient issus de la social-démocratie, ne voyaient pas d'objection à l'existence d'une représentation mutuelle dans les instances dirigeantes des partis et des syndicats (ce qui, en théorie du moins, n'impliquait pas une subordination des seconds aux premiers), Dimitrov considérait que les syndicats étaient *communistes* et appliquaient les décisions du parti. Ce qui explique son acharnement contre les syndicalistes révolutionnaires.

26 « geistiger Führung » dans le texte allemand (*NDT*).

laissèrent les dernières apparitions de l'opposition aux représentants des unionistes allemands, aux délégués des IWW et à une organisation canadienne qui leur était proche, ainsi qu'à quelques autres petites associations.

Il est facile de comprendre pourquoi ils étaient si déterminés. Les communistes étaient partisans d'une organisation syndicale unifiée. C'est pourquoi ils étaient opposés aux scissions et à l'idée de quitter les syndicats existants. Ils plaidèrent même pour la dissolution des syndicats révolutionnaires séparés et pour l'adhésion aux organisations de masse existantes, en dépit de leur réformisme. Des cellules révolutionnaires devaient y être créées. Par conséquent, la résolution sur les questions d'organisation, qui se préoccupait de la situation dans toute une série de pays, préconisait la dissolution – ou au moins une stricte limitation – des syndicats indépendants. Tandis que l'ordre du jour prévu s'épuisait, une autre question fit surface vers la fin de la journée qui, jusque-là, avait seulement été discutée par quelques délégués de manière purement informelle, en dehors du cours officiel du congrès : le sort des anarchistes russes. Surtout après le soulèvement de Cronstadt quatre mois plus tôt et l'introduction, par la suite, de la Nouvelle politique économique, la répression par les bolcheviks de leurs critiques de gauche avait été renforcée, en mars, par une série d'arrestations. Les anarchistes emprisonnés à Moscou, qui avaient appris la présence des délégués syndicalistes révolutionnaires venus de l'étranger, décidèrent en juin de commencer une grève de la faim afin d'obtenir leur libération ou, au moins, un procès. Grâce à l'aide de quelques anarchistes comme Emma Goldman, Alexander Berkman ou Alexander Schapiro, qui étaient en liberté, ils prirent des contacts avec les visiteurs étrangers – dont beaucoup avaient un passé politique dans l'anarchisme organisé. Des discussions intensives commencèrent avec les autorités bolcheviques, qui, par un accord tacite, n'eurent pas lieu en public. (Après le congrès, elles aboutirent à la libération puis à l'expulsion de la plupart d'entre eux.)

Cependant, le dernier jour du congrès, les bolcheviks chargèrent l'un de leurs dirigeants, Nikolai Boukharine, de parler du « rôle contre-révolutionnaire » des anarchistes russes, en particulier du

mouvement de Makhno. Dans un premier temps, les syndicalistes révolutionnaires furent abasourdis ; puis il se produisit un grand tumulte lorsque Lozovski, le président de séance, refusa de permettre à un délégué canadien de répondre. « Les délégués se tinrent debout sur des chaises en chantant “L’Internationale” quand Lozovski essaya de parler. Pendant quelques minutes, la salle du congrès ne fut pas différente de la Bourse de New York avec tout le monde qui criait, y compris les spectateurs qui se levaient de leurs sièges et se précipitaient dans la salle du congrès ²⁷. » Mais finalement, le délégué français, Henri Sirolle, réussit à faire une déclaration au nom des délégués syndicalistes révolutionnaires. Après quelques points de détail, cela permit au Congrès de s’achever en harmonie avec, par exemple, l’adoption d’un message de salutation aux travailleurs russes et à Lénine.

Pourquoi les syndicalistes révolutionnaires avaient-ils été si peu efficaces ? La manipulation des délégués ou de leurs mandats ne peut, seule, expliquer que les communistes aient été majoritaires. Sans doute, les communistes représentaient une tendance significative dans le mouvement ouvrier international. Et l’argument de certains syndicalistes révolutionnaires selon qui les communistes, par leur simple adhésion à l’Internationale d’Amsterdam, étaient de ce fait réformistes, n’était pas très convaincant. Ce n’était pas le point de vue de la grande majorité des travailleurs révolutionnaires qui venaient au communisme à cette époque. Cependant, la façon dont les bolcheviks avaient augmenté le nombre de leurs mandats en utilisant les délégués de toutes les républiques soviétiques n’était pas plus convainquant. Les délégués syndicaux avec la carte du parti ne représentaient peut-être pas tous ce qu’ils prétendaient représenter. Mais le principal problème rencontré par les syndicalistes révolutionnaires fut leur désaccord sur les priorités, comme on l’a vu. Il y avait des différences considérables entre les petites organisations syndicales éclatées et les syndicalistes révolutionnaires qui militaient dans des organisations de masse. En outre, il faut souligner une certaine fixation sur la question de l’organisation. Il est intéressant de

27. George Cascaden, « Shall Unionism Die ? », n. p. n. d., p. 82.

noter que, au cours des séances plénières, pas un des délégués syndicalistes révolutionnaires ne posa la question des objectifs des syndicats révolutionnaires du point de vue de la théorie syndicaliste révolutionnaire : la direction future de l'économie socialiste ou collective. Cette question, qui, au cours du deuxième congrès du Komintern, avait encore eu de l'importance pour Pestaña et Souchy, fut brièvement évoquée par le dirigeant des délégués d'atelier, J. T. Murphy, dans la commission sur les statuts de l'Internationale syndicale rouge.

Un autre facteur qui eut certainement une influence négative sur les syndicalistes révolutionnaires, fut que les délégations n'étaient pas toutes composées des meilleurs militants. Cela est particulièrement vrai des Français, dont le congrès de la CGT était proche, et de nombreux membres éminents de l'opposition avaient choisi d'y participer, au lieu de se rendre à Moscou. En outre, derrière la majorité de la délégation française, il y avait un « pacte secret », orchestré par Victor Griffuelhes²⁸, un vétéran de la CGT d'avant-guerre depuis longtemps marginalisé, en vue d'assurer sur l'opposition révolutionnaire dans la CGT une hégémonie syndicaliste révolutionnaire indépendante de toute ingérence de parti. (Lorsque cette manœuvre fut révélée en 1922, elle créa un énorme scandale et porta un coup dur aux syndicalistes « purs » et aux anarchistes, les marginalisant efficacement²⁹. En plus de cela le délégué Michel Relenk qui, lors du congrès s'était montré un adversaire farouche de la majorité communiste, fut dénoncé par ses co-délégués parce que, immédiatement après le congrès, il avait proposé à la direction

28. Sur cette personnalité significative du mouvement ouvrier français, voir Bruce Vandervoort, *Victor Griffuelhes and French Syndicalism, 1895-1922*, Baton Rouge, 1996.

29. Pour un compte rendu détaillé de l'arrière-plan idéologique, sympathique aux critiques anarchistes et syndicalistes des communistes au sein de l'opposition révolutionnaire de la CGT, qui devait très rapidement devenir une nouvelle confédération syndicale, la CGTU, voir David Berry, *A History of the French Anarchist Français Movement, 1917-1945*, Westport – London 2002, esp. p. 113-146. (Édition française : *Histoire du mouvement anarchiste français, 1917-1945*, Éditions Libertaires.)

bolchevique de modifier son point de vue et d'appuyer en France l'adhésion à l'ISR, en échange d'un soutien financier. Et Victor Godonnèche, de la minorité pro-communiste au sein de la délégation française, s'était plaint qu'il avait dû présenter une motion de la majorité dans une commission, car la délégation désignée ne s'était pas montrée par manque d'intérêt.

Dans l'ensemble, les syndicalistes révolutionnaires avaient tenu un certain nombre de « réunions de fraction » et avaient annoncé la formation d'une sorte de fraction organisée ; mais rien n'en ressortit à la fin. Un mouvement syndicaliste révolutionnaire international en opposition à Moscou ne s'est pas formé immédiatement après ce congrès. Il fallait du temps pour cela et cela dépendrait des discussions au sein des organisations. Par ailleurs, les questions d'organisation abordées ici, qui avaient déclenché une telle flambée d'opposition, n'étaient pas pour tous les syndicalistes révolutionnaires suffisamment importantes pour proclamer l'incompatibilité avec les communistes. En retour, les bolcheviks leur accordèrent une importante concession lors du deuxième congrès de l'Internationale syndicale rouge en novembre 1922³⁰, qui révéla le grand intérêt qu'ils portaient à les rallier : ils renoncèrent au « lien organique » avec le Komintern. Cela permit, en particulier, de gagner à l'ISR la nouvelle confédération révolutionnaire, la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire) – issue de la scission de la CGT à la fin de 1921 [surtout après le tollé qui suivit la révélation du « pacte »³¹]. Tout cela renforça le profond fossé qui, chez les syndicalistes révolutionnaires, séparait les « intransigeants » et les forces pro-bolcheviques. Ce qui certainement explique l'attitude de ces syndicalistes qui consentirent à faire bloc avec les bolcheviks fut,

30. Ici également nous devons revenir à la version russe car les Actes publiés en allemand ne pouvaient pas être localisés. Voir : *II kongress Krasnogo Internatsional Profiojuzov ? Moskve. 19 noiabnja - 2 dekabria 1922 goda, Moskva – Petrograd 1923 ; Bjulleton II kongressa Krasnogo Internatsionala Profiojuzov ? Moskve ? Kolonom zale Igo Doma Sojuzov 19-go noiabria 1922 goda, Moscow 1922.*

31 *NDT*. Cette remarque figure dans la traduction anglaise mais pas dans l'original allemand.

avant tout, le succès dans la lutte que les bolcheviks représentaient et qui en faisait un aimant pour tous les révolutionnaires.

Mais il y a plus: l'insistance mise sur l'action économique, « industrielle », sur le contrôle ouvrier par le biais des comités d'usine et sur le principe des syndicats d'industrie contre les syndicats de métiers, tout cela était au cœur de la vision communiste du syndicalisme. Ceci, et d'autres points visant à renforcer la politique syndicale révolutionnaire, avait manqué à la stratégie de la Deuxième Internationale. Ironie du sort, mais non sans raison, tout cela valut aux bolcheviks, de la part de leurs opposants social-démocrates (tels que, par exemple, l'expert syndical menchevik Salomon Schwartz, et d'autres dirigeants syndicaux qui étaient actifs dans la lutte contre le communisme) le reproche d'être syndicalistes révolutionnaires ³².

Pour citer les mots du plus éminent transfuge du syndicalisme révolutionnaire au communisme, le Catalan Andrès Nin – qui fut jusqu'à son exclusion en 1928 un partisan de Trotski et adjoint de Lozovski à la direction de l'ISR à Moscou – dans une lettre à l'anarchiste madrilène Mauro Bajatierra en septembre 1922 :

« Y eut-il des erreurs, des injustices ? Qui en doute ? Mais qui aurait pu les éviter ? Sommes-nous tous sans fautes ? Rien de tout ça ! Et nous n'avons pas fait une révolution. Et, en même temps, combien il serait absurde de condamner le syndicalisme révolutionnaire parce qu'il a fait des erreurs, et de même, il serait

32. Voir l'entrée sur l'ISR par Salomon Schwartz, y compris des citations du Programme d'action et de la résolution sur la tactique au congrès fondateur, in: Ludwig Heyde (ed), *Internationales Handwörterbuch, des Gewerkschaftswesens*, 2 vols, Berlin 1931f, vol. 2, pp. 1348 à 1.359, ici S. 1350. Pour Schwartz, un « marxiste orthodoxe » dans la tradition de la Deuxième Internationale, cette adaptation idéologique était le prix que les bolcheviks devaient payer pour leur coopération avec les syndicalistes. Lozovski développa les objectifs et les méthodes de l'Internationale syndicale rouge dans sa brochure: *Das Aktionsprogramm der Roten Gewerkschafts-Internationale*, Berlin 1921, 2^e édition de 1922.

absurde de condamner la révolution russe pour les mêmes raisons³³. »

Avec la connaissance des événements ultérieurs, l'erreur d'évaluation de Nin est évidente. Mais, pour un bilan complet, plusieurs questions doivent être prises en compte. Une partie importante des syndicalistes révolutionnaires qui avaient préconisé une alliance avec les bolcheviks furent parmi les premiers à se rebeller contre la « bolchevisation » et la stalinisation de l'Internationale communiste. Pour ne mentionner que les plus connus de ces rebelles, il faut citer Alfred Rosmer et Pierre Monatte en France et Andrés Nin et Joaquín Maurín en Espagne. [« Syndicalisme révolutionnaire » était désormais une accusation dangereuse associée au trotskisme et à des « déviations » similaires dans la démonologie stalinienne³⁴.] (Ce n'est pas un hasard si la plupart de ces anciens syndicalistes révolutionnaires entretenaient de bonnes relations avec Trotski qui, en raison de ses expériences au cours de son séjour en France de 1914 à 1916, était le mieux à même d'évaluer le potentiel révolutionnaire du syndicalisme révolutionnaire.) Il est également facile de comprendre pourquoi ces anciens syndicalistes révolutionnaires étaient aux premiers rangs des communistes d'opposition à partir de la moitié des années 20. Ils appartenaient à une génération qui a été profondément façonnée par la vague révolutionnaire de la fin de la guerre, dans laquelle ils ont joué un rôle de premier plan. En outre, beaucoup d'entre eux étaient déjà politiquement actifs avant la guerre, certains d'entre eux à des positions dirigeantes. Ils avaient rejoint les bolcheviks parce qu'ils représentaient la révolution. Lorsque les choses changèrent du tout au tout, ils ne purent l'accepter.

33. 'Carta de Andreu Nin a Mauro Bajatierra' [Lettre d'Andreu Nin à Mauro Bajatierra], in : *Revista de historia moderna y contemporanea*, no. 1, 1980, pp. 25-31.

34 *NDT*. Ce passage figure dans le texte original allemand mais pas dans la traduction anglaise.

En même temps, cependant, on ne peut contester que nombre d'anciens syndicalistes révolutionnaires, surtout ceux qui occupaient des positions subalternes et qui pour la plupart n'avaient pas une grande expérience de la lutte, qui appartenaient à une génération plus jeune et qui commencèrent leur activité au début des années 1920, gagnaient maintenant leur vie grâce à leurs positions syndicales (ou, parfois, au parti) – ce qui ne les distinguait pas de leurs camarades réformistes – et fournissaient au stalinisme une base et un vernis « prolétariens ». On pourrait mentionner à cet égard Gaston Monmousseau et Benoît Frachon en France, Giuseppe Di Vittorio en Italie, et José Díaz en Espagne. Cependant, ces traditions syndicalistes révolutionnaires ont été remises à l'arrière-plan au cours de la consolidation du stalinisme et, en particulier, avec l'évolution vers le Front populaire, qui voulait offrir une image plus « modérée » des communistes. On peut le constater dans le développement de l'historiographie officielle des différents partis. Bien que bon nombre de partis en Europe « latine » (et, dans une certaine mesure, en Amérique latine) aient été redevables au syndicalisme révolutionnaire d'une bonne partie de leur base de masse aussi bien que de leurs cadres dirigeants, ils furent bannis de la vision officielle de l'histoire et, à la place, les racines social-démocrates du communisme furent mises en avant. Même la dernière histoire « officielle » du Komintern, fournie par les partis communistes en 1970, présentait une vision analogue au niveau de l'Internationale.

Enfin, quelques mots de conclusion sur le syndicalisme « intransigeant ». Sans retracer ces évolutions en détail, comme l'historien canadien Wayne Thorpe l'a déjà fait, il convient de mentionner que cette subdivision du syndicalisme révolutionnaire trouva son fondement idéologique dans l'anarchisme dans une mesure qui n'avait pas été aussi déterminante pour le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre. (A quoi on peut ajouter le rôle des groupes anarchistes spécifiques [affinitaires], qui développèrent un intérêt particulier pour le travail à l'intérieur des syndicats révolutionnaires afin de lutter contre les tendances pro-

communistes.) Le syndicalisme révolutionnaire devint l'anarcho-syndicalisme.

A la fin de 1922, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) fut fondée. Cependant, elle ne devint jamais une Internationale ayant une influence de masse (bien que l'un des aspects intéressants – souvent négligé – fut son impact international et surtout la manière dont elle s'est implantée en Amérique latine)³⁵. Les raisons en sont, d'une part, l'absence d'une base de masse dans la plupart des pays, où car ce n'est que dans quelques pays qu'elle a réussi à influencer les secteurs minoritaires ; et d'autre part, l'attitude plutôt méprisante envers l'Internationale de la part de la seule véritable organisation de masse, la CNT espagnole, quand, à partir de 1936, elle fut en mesure de jouer un rôle révolutionnaire, [mais y renonça³⁶].

A cette époque, au début de 1938, dans une lettre privée suite à une conférence de l'AIT sur la révolution espagnole, Emma Goldman dut concéder en se remémorant les événements qui ont entouré la fondation de l'ISR :

« Oui, mon cher, nous sommes arrivés à un point [où] je ne pensais pas arriver : avoir deux opinions. Une pour le monde extérieur et une pour les camarades et amis intimes. Combien j'ai rabroué Bob Minor [à l'été 1921, R.T.]³⁷ quand il a refusé de divulguer au public les horreurs du régime soviétique, qu'il avait révélées à Sacha [Berkman, R.T.] et moi-même. Combien nous avons été naïfs et enfantins pour croire qu'une révolution provoquée par les Anarchistes n'imposerait pas de mesures éloignées de nos idées³⁸. »

35 Vadim Dam'e, *Zabytyi internatsional*, 2 Bde., Moscou, 2006 / 2007.

36 Cette remarque ne figure pas dans le texte allemand (NDT).

37 Robert Minor, un célèbre auteur de bandes dessinées, visita la Russie dans les premières années de la révolution. Il avait à l'origine été un sympathisant anarchiste mais devint alors communiste. [NDT].

38. David Porter [ed.], *Vision on Fire. Emma Goldman on the Spanish Revolution*, New Paltz 1983, p. 307.

* * * * *